Réactions au sein du Benelux

Source: CVCE.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/reactions_au_sein_du_benelux-fr-2ead47db-6dfa-47cb-ace3-46ee374187c8.html

Date de dernière mise à jour: 09/07/2016

Réactions au sein du Benelux

Les réactions officielles des pays du Benelux au plan Schuman sont mitigées. Car la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont déjà appris à leurs dépens les difficultés qu’engendre la mise en place d'une union économique. Ils craignent également de voir la Haute Autorité investie de pouvoirs discrétionnaires trop importants. Ils approuvent néanmoins le principe du plan sectoriel et sont surtout convaincus de la justesse du but politique recherché même s'ils se méfient traditionnellement d'une hégémonie franco-allemande.

Le gouvernement néerlandais, relativement peu concerné par la problématique des industries lourdes du charbon et de l'acier, donne son accord tout en se réservant la possibilité de se retirer si le principe supranational lui apparaît inapplicable.

En Belgique, les milieux industriels sont divisés : tandis que les sidérurgistes qui ont modernisé leurs installations sont plutôt enthousiastes, les patrons des charbonnages de Wallonie s'inquiètent surtout du dirigisme de la Haute Autorité et de la concurrence internationale car leurs puits s'avèrent de moins en moins rentables. Ils redoutent par ailleurs une suppression de la protection monopoliste que l'État accorde aux charbonnages pour les maintenir artificiellement en activité. Le gouvernement se satisfait par contre d'un programme européen qui va lui permettre de fermer des entreprises minières marginales qu'il savait de toute façon condamnées à disparaître.

Le Luxembourg est dans son ensemble favorable au plan Schuman. L'industrie sidérurgique fournit en effet près de 90 % des exportations du pays qui se félicite dès lors d'un projet susceptible de lui ouvrir d'importants marchés extérieurs. Le pays a d'autant plus besoin de nouveaux débouchés que les salaires luxembourgeois sont plus élevés que ceux de ses voisins, ce qui pèse sur la rentabilité de la production industrielle. Les chambres professionnelles émettent bien quelques craintes à l'égard d'une Haute Autorité jugée trop puissante mais se résignent néanmoins à accepter le plan.